

QUE VEULENT LES BRETONS ?

1. Confirmations et surprises

Article publié à l'occasion d'un sondage *Ouest-France* — Conseil régional de Bretagne — Crédit Mutuel de Bretagne réalisé par l'institut TMO-CSA le 30 mai 2003.

Les sondages sont des instruments de connaissance à manier avec précaution. Ils ne fournissent que des approximations, dont la finesse dépend de la taille de l'échantillon sondé. En l'occurrence, mille personnes ont été interrogées ; c'est une bonne base de travail. Néanmoins, il importe d'être conscient qu'un tel sondage comporte une marge d'erreur de plus ou moins 4 %, que la formulation des questions peut influencer sur les réponses apportées et que la structure des opinions est toujours complexe. En quelques lignes, il n'est possible de fournir qu'un aperçu des nombreuses informations que nous livre ce fructueux sondage. Une analyse approfondie réclamera un travail long et une publication étoffée et je me contenterai ici d'attirer l'attention du lecteur sur quelques points qui me semblent ressortir de l'enquête avec force. J'aborde les questions relatives à l'identité dans un autre article.

L'amour du « pays »

Le premier enseignement du sondage est la vivacité de l'attachement des Bretons à leur terroir. En effet, selon eux, la principale menace qui pèse sur l'avenir de la Bretagne est la détérioration de l'environnement, qu'ils redoutent plus encore que le risque de délocalisation d'entreprises... Il s'ensuit qu'à leurs yeux, le premier défi qui se pose à la Bretagne est d'être exemplaire dans le domaine de l'environnement. De plus, ils se montrent très sensibles au risque de désertification du Centre-Bretagne. Enfin, quand on leur demande où ils aimeraient habiter dans vingt ans, ils rêvent d'aller vivre dans un village à la campagne !

La détresse du monde agricole

La moitié des Bretons dit avoir confiance dans l'avenir de l'économie bretonne. Cependant, au-delà de cet apparent optimisme, une inquiétude tenace perce tout au long du sondage, particulièrement lancinante en Basse-Bretagne. Elle atteint son comble chez les agriculteurs : aucun d'entre eux ne se dit « très confiant » en l'avenir et 67 % se disent inquiets. Ils sont, en outre, 48 % à redouter le chômage et 49 % à craindre la désertification des campagnes. L'angoisse du monde agricole apparaît ainsi dans toute son acuité.

Article publié dans le supplément *Dimanche Ouest-France* du 29 juin 2003

Le retour de l'État central

Ce sondage réserve des surprises de taille : d'une part, une majorité relative de Bretons (48 %) souhaite un renforcement de l'autorité de l'État ; seuls 42 % y sont défavorables. La tendance, nouvelle, croît avec l'âge des personnes interrogées. D'autre part, seuls 44 % des Bretons disent souhaiter un développement de la décentralisation. 26 % veulent en rester à l'état actuel, 13 % revenir en arrière et 17 % sont indécis. En janvier 2002, selon la Sofres, 56 % des Français souhaitaient aller plus loin dans la décentralisation, 30 % souhaitaient en rester à l'état actuel, 8 % souhaitaient revenir en arrière et 6 % étaient indécis. C'est vraisemblablement en grande partie la conséquence du contexte actuel et de la mise en cause de la décentralisation par la plupart des syndicats enseignants.

Ronan Le Coadic